

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS60036  
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 31/01/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société de la Raffinerie de Dunkerque**

Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest  
BP 94519  
59381 DUNKERQUE

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\SRD (cessation activité)\_Dunkerque\_070.00588\2\_Inspections\2022\_01\_19-remise en état secteur 1F-sud\SRD\_dunkerque\_RAPVI\_0007000588.odt

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2022 dans l'établissement Société de la Raffinerie de Dunkerque implanté Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59381 DUNKERQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société de la Raffinerie de Dunkerque
- Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59381 DUNKERQUE
- Code AIOT dans GUN : 0007000588
- Régime : [AS](#)
- Statut Seveso : [AS](#)

SRD, installation classée soumise à autorisation avec servitude d'utilité publique, au titre des rubriques 1131, 1412, 1431 et 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a cessé son activité en 2016. Le site a été découpé en secteurs afin de faciliter la remise en état du site par étapes et la réindustrialisation du site.

La zone 1F-Sud (zone objet du présent rapport) est incluse dans le secteur 1F et occupe les parcelles cadastrales de la section AD référencées n°87, 90, 92, 94 ainsi qu'une partie de la parcelle n°144. Elle s'étend sur une superficie de 21 690 m<sup>2</sup> (environ 2,5 % de la surface totale du site). Elle n'a pas accueilli d'activités classées. Un historique plus détaillé est repris en annexe au présent rapport

### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- secteur 1F-sud du site SRD : cessation d'activité - plan de gestion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
remise en état	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R 512-39-3	/	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le document remis par SRD pour le secteur 1F-sud montre que l'activité sur cette partie n'était pas une activité industrielle et donc peu génératrice d'impact environnementaux . Les investigations n'ont pas montré d'impact particulier sur les milieux en métaux, en BTEX, CAV et HAP. Seules de faibles teneurs en HCT (C5\_C40) ont été constatées (< 100 mg/kg).

Le site a été mis à niveau par apport de matériaux de démolition issus du site régalez sur site.

Les documents fournis par l'exploitant postérieurement à l'inspection ne permettent pas de conclure à la compatibilité ou à l'incompatibilité de l'état du site avec un usage industriel, l'exploitant ayant utilisé un référentiel inadapté pour les matériaux régalez.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : remise en état**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 26/01/2017, article R 512-39-3

**Prescription contrôlée :**

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

**Constats :** suite à la cessation d'activité de son site de Dunkerque, SRD a remis un plan de gestion pour le secteur 1F sud .

Ce document a été remis par courrier du 13/12/2021 à la Préfecture. Il est référencé : dossier de récolement de la zone 1F-sud, Réf : rapport Burgeap CESINO212755 / RESINO13361-01 -GUVA / PJT du 13/12/2021

L'examen de ce document est fait en annexe au présent rapport

la visite du site du 19/01/2022 a permis de constater

- le site est vierge de toute construction à l'exception du bâtiment grand bureau

- le site est clos (hormis les parking)

- présence du piézo pZ17

- site mis à niveau par apport de matériaux de démolition issus du site régalez sur site (hors zone parking). Par mail en date du 19/01/2022 la DREAL a demandé à l'exploitant de lui fournir des compléments concernant notamment les matériaux régalez sur site. Ces compléments ont été fournis par mail du 24/01/22 , du 07/02/2022 et du 08/02/2022. Leur examen détaillé est réalisé en annexe au présent rapport. En résumé il apparaît que les documents fournis ne permettent pas de conclure à la compatibilité ou à l'incompatibilité de l'état du site avec un usage industriel, l'exploitant ayant utilisé un référentiel inadapté pour les matériaux régalez.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Annexe au rapport de visite d'inspection du 19/01/22 :**  
**Examen du plan de gestion site SRD suite à cessation d'activité –**  
**secteur 1F sud**

**Réf.** : dossier de récolement de la zone 1F-sud - rapport Burgeap CESINO212755 / RESINO13361-01 -GUVA / PJT du 13/12/2021

t

**1.- Présentation de l'établissement.**

**2.1 - Présentation succincte de l'établissement**

La Société de la Raffinerie de Dunkerque (SRD) a été créée en 1928 par Pétrofina puis reconstruite en 1948 par BP France après avoir été détruite durant la seconde guerre mondiale. Elle est à l'époque une raffinerie de pétrole brut. En 1982, les unités de traitement du pétrole sont arrêtées et l'entreprise se concentre sur le raffinage de coupes pétrolières lourdes et la production d'huiles lubrifiantes, de paraffines et de bitumes constituent les activités du site.

En 2014, le groupe COLAS, actionnaire à 100% de l'entreprise depuis juin 2010, prend la décision de recentrer l'activité sur la fabrication de bitumes uniquement.

SRD est une installation classée soumise à autorisation avec servitude d'utilité publique, au titre des rubriques 1131, 1412, 1431 et 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**2.2 - Evolution des activités du site**

Le 14 janvier 2016, COLAS a annoncé son projet de cessation de production et de vente des produits pétroliers du site de Dunkerque ainsi que son projet de cessation d'activité de SRD.

Par courrier en date du 16/09/2016, la société SRD a notifié à Monsieur le Préfet du Nord la cessation d'activité de son site de Dunkerque à compter du 16/12/2016.

Par courrier en date du 14/12/2016, la société SRD a transmis à Monsieur le Préfet du Nord un courrier modificatif à sa notification de cessation d'activité initiale, en indiquant qu'un projet de reprise partielle des activités étant en cours d'étude, il convenait de restreindre le périmètre de la notification de cessation d'activité à certaines installations. Ce courrier a été complété le 17/01/2017.

Par courrier du 17/05/2017, Monsieur le Préfet du Nord a pris acte de la notification de cessation d'activité partielle du site SRD de Dunkerque.

Par courrier du 03/01/2018 la société MCD qui intervient dans le cadre d'un mandat de délégation de la société SRD concernant notamment les opérations de déconstruction et de dépollution, déclarait une cessation définitive d'activité complémentaire portant sur les activités objet des projets précités de reprise partielle d'activité.

Par courrier en date du 09/04/2018 adressé à SRD, la DREAL a rappelé que l'obligation de déclaration de cessation d'activité et de transmission des études et rapports sur l'état du site incombait à l'exploitant du site , à savoir SRD.

Par courrier en date du 27/07/2018, la société SRD déclare la cessation d'activité totale du site SRD et propose un usage industriel pour le site.

Par courrier du 28/09/2018, Monsieur le Préfet du Nord a pris acte de la notification de cessation définitive totale d'activité du site SRD de Dunkerque.

## **2.- Document examiné**

Par courrier en date du 13/12/2021, la société SRD, transmet à la Préfecture du Nord, un document intitulé :  
dossier de récolement de la zone 1F-sud - rapport Burgeap CESINO212755 / RESINO13361-01 -GUVA / PJT du 13/12/2021.

## **3.- Examen par la DREAL**

### **4.1. – Contenu du document remis par SRD**

La méthodologie de gestion des sites et sols pollués préconisée par le ministère de l'Environnement est reprise ci-dessous.

Cette méthode itérative et interactive permet d'aboutir à une décision sur l'avenir d'un site en passant par un certain nombre d'étapes :

- l'étude historique du site (quels ont été les facteurs de pollution dans la vie du site) et la description de son environnement
- les investigations des milieux (évaluer l'état factuel à travers des mesures)
- le diagnostic du site (comparer les mesures à des valeurs de gestion)
- le schéma conceptuel : il permet de visualiser les scénarios d'exposition des cibles présentes sur ou autour du site en mettant en évidence le trio : sources de pollution/voies de transfert/cibles. En l'absence de l'un des éléments du trio, il n'existe pas de scénario d'exposition.
- le plan de gestion qui permet de mettre le site dans un état compatible avec un usage donné. Les mesures de gestion sont retenues au regard du bilan « coûts-avantages » le plus favorable tant au plan sanitaire qu'environnemental. Il peut comprendre des mesures simples ou complexes de travaux (excavation, traitements sur site...).
- l'analyse des risques résiduels : Le calcul d'indices de risque sur les scénarios identifiés pour le site permet de valider les mesures de gestion mise en place.
- Des restrictions d'usage si nécessaire.

Le document remis par SRD comprend :

- une synthèse technique ;
- une description du contexte global du site SRD
- une description du contexte de l'étude avec un historique du site et le contexte environnemental ;
- une présentation des travaux réalisés
- une description de la situation environnementale du secteur concerné (état des milieux sols et eaux souterraines) ;
- une analyse des risques résiduels avec un schéma conceptuel d'exposition.
- Des restrictions d'usage et propositions de surveillance
- des conclusions et recommandations ;
- des tableaux, figures et annexes.

Sur la forme, La méthodologie a été respectée.

### **4.2-Examen du plan de gestion remis pour le secteur 1F- sud**

La zone 1F-Sud (zone à l'étude) est incluse dans le secteur 1F et occupe les parcelles cadastrales de la section AD référencées n°87, 90, 92, 94 ainsi qu'une partie de la parcelle n°144. Elle s'étend sur une superficie de 21 690 m<sup>2</sup> (environ 2,5 % de la surface totale du site)

La zone 1F-Sud comprend trois parties distinctes :

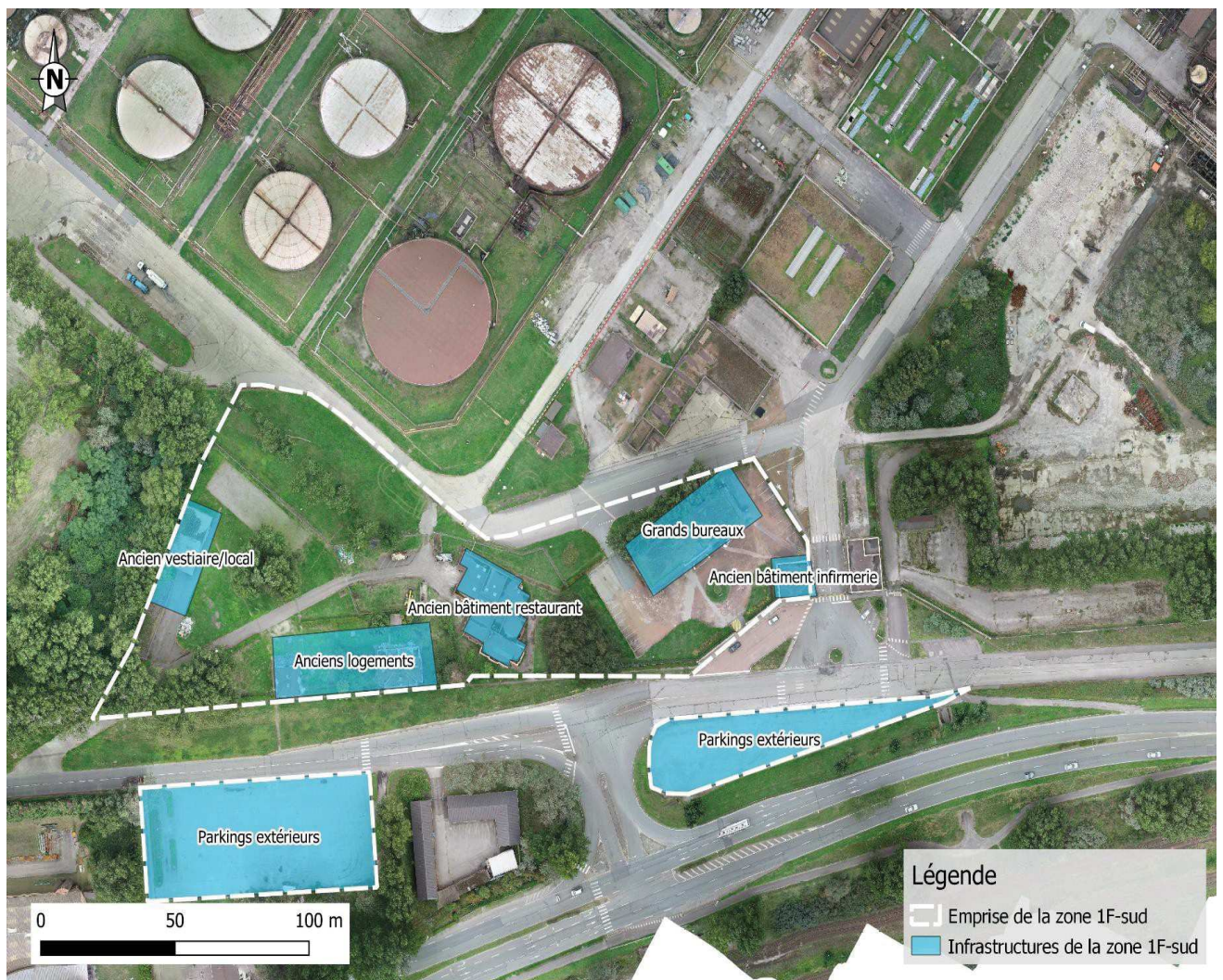
- D'une partie à l'intérieur de l'enclos de la zone 1 qui s'étend sur une superficie d'environ 16 243 m<sup>2</sup> (partie de la parcelle AD144) : cette parcelle n'accueille plus aucune activité depuis la cessation d'activités du site industriel (2016). L'essentiel de



ce terrain est occupé par des espaces découverts ayant fait l'objet de travaux de déconstruction et/ou de réhabilitation,

- D'une partie à l'extérieur de l'enclos de la zone 1 qui s'étend sur une superficie d'environ 3 607 m<sup>2</sup> (parcelles AD90, AD92 et AD94) : cette parcelle est une aire de stationnement ouverte sur la route de l'Ouvrage (parking),
- D'une partie à l'extérieur de l'enclos de la zone 1 qui s'étend sur une superficie d'environ 1 840 m<sup>2</sup> (parcelle AD87) : cette parcelle est une aire de stationnement ouverte sur la route de l'Ouvrage (parking),

Une planche photographique de la zone 1F-sud est reprise ci après :



L'historique indique que les activités de SRD ont été peu susceptibles de générer des impacts sur le sous-sol dans la zone 1F-sud (activités essentiellement tertiaires : restaurant, infirmerie, bureaux, vestiaires, parking).

La zone 1F-sud, dans l'enclos de la zone 1, a été initialement remblayé entre 1929-1932 ; aucun autre apport de remblai n'a été fait ultérieurement.

**Aucune activité de production ou classée ICPE n'a été exploitée dans la zone 1F-Sud.**

**Le contexte géologique et hydrologique général est le suivant :**

- une couche de Remblais sableux apportés lors des aménagements de la zone portuaire sur une épaisseur d'environ 3 m pour amener la surface du sol à une cote d'environ +6,3 m NGF ;
- es terrains sous-jacents constituant le terrain naturel :

Sables du Flandrien (sable gris, avec des passées plus graveleuse ou plus limoneuse).

Une couche de limons est observée au toit de la formation du Flandrien, correspondant

aux anciens sols de surface.

Au droit du secteur à l'étude, la nappe superficielle contenue dans les sables du Flandrien est observée entre + 2,7 et + 3,5 NGF, son sens d'écoulement est orienté du nord-nord-ouest au sud-sud-est. Le secteur 1F est le secteur le plus en aval du site SRD

**les travaux réalisés sur la Zone 1F-Sud » depuis la cessation d'activité du site en 2016 sont :**

- entre juin 2018 et juillet 2018 la démolition des bâtiments : restaurants et infirmerie ;
- entre mars 2020 et août 2020, la pose du piézomètre Pz17bis ;
- entre octobre 2020 et décembre 2020, la démolition des dalles et fondations des bâtiments déconstruits dans la zone d'étude, et le retrait des réseaux superficiels,
- en février 2021, la démolition des bâtiments (y compris fondations) : maisons, garages et vestiaires,
- en août 2021, la déconstruction des voiries et le nivellement du terrain dans la zone d'étude,

Le bâtiment « Grands bureaux » et ses utilités (fosses sceptique et compteur d'eau) sont laissé en l'état (y compris ses clôtures). Les deux aires de stationnement, extérieures à l'enclos de la zone 1, n'ont pas fait l'objet de travaux.

**Il n'y a pas eu de travaux de dépollution sur le secteur 1F-sud.**

**L'état environnemental du secteur 1F-sud a été caractérisé grâce à des prélèvements et analyses réalisées entre août 2020 et avril 2021 (5 sondages de sols et 1 piézomètre).**

**Pour les sols :**

- Les métaux sont retrouvés à l'état de traces sur l'ensemble des échantillons (valeurs inférieures ou de l'ordre de grandeur des limites de quantification) ou à des concentrations comparables à celles des sols ordinaires (selon INRA, programme ASPITET). Ponctuellement, on note la présence de chrome et de plomb (Pm1F3-03) et des teneurs en chrome et nickel (Sc1F3-02) mais en teneurs inférieures aux valeurs de référence. Des teneurs en arsenic, nickel et en zinc sont retrouvées sur l'ensemble des échantillons. Concernant les hydrocarbures volatils C5-10, les résultats obtenus sont tous de l'ordre de grandeur ou inférieur à la limite de quantification.
- Concernant les hydrocarbures C10-C40, l'ensemble des sondages présentent des résultats inférieurs à 100 mg/kg MS.
- Les concentrations obtenues pour les autres paramètres testés (Sommes HAP, BTEX et CAV) sont de l'ordre de la limite de quantification.

**Pour les eaux souterraines :** des traces en HAP pour l'ouvrage Pz17bis.

🕒 En l'absence de polluants volatils en concentration significative, les gaz du sol n'ont pas été échantillonnés.



L'usage prévu pour le site est un usage industriel.

Un schéma conceptuel a été élaboré.

A l'issue du schéma conceptuel, au regard des usages envisagés, en l'absence de sources potentielles de pollution identifiées dans les sols au droit du site et en l'absence de voie d'exposition, aucune EQRS n'est réalisée pour la zone 1F-sud.

Au final vu de l'absence d'impact relevé au droit des sols et des eaux souterraines de la zone, l'exploitant considère que la mise en place de restriction d'usage n'apparaît pas nécessaire au droit de la zone 1F-sud.

Concernant le piézomètre présent au droit de la zone (Pz17bis), SRD souhaite un arrêt du suivi de la qualité des eaux souterraines et un abandon de l'ouvrage concerné.

### **Avis de la DREAL :**

Les concentrations dans les sols au droit de la zone d'étude ont été comparées en premier lieu aux valeurs de référence retenues par SRD dans le Plan de Gestion SRD d'août 2020. **La DREAL rappelle une nouvelle fois que ces valeurs ne sont pas validées à ce jour.**

Cependant, Le document remis par SRD pour le secteur 1F-sud montre que l'activité sur cette partie n'était pas une activité industrielle et donc peu génératrice d'impact environnementaux. Les investigations n'ont pas montré d'impact particulier sur les milieux en métaux, en BTEX, CAV et HAP. Seules de faibles teneurs en HCT (C5\_C40) ont été constatées (< 100 mg/kg).. L'état du site est compatible avec un usage industriel.

Le maire et le propriétaire des terrains du secteur 1F-sud ont été consultés sur l'usage futur du site par courrier du 31/07/2018.

La seule restriction concernera l'usage industriel du site.

l'abandon de la surveillance piézométrique à ce stade n'est pas validé car le piézomètre est situé en aval du site SRD pour lequel le plan de gestion n'est à ce jour pas validé

Par mail en date du 19/01/2022 la DREAL a demandé à l'exploitant de lui fournir des compléments concernant notamment les matériaux régalez sur site. Ces compléments ont été fournis par mail du 24/01/22, du 07/02/2022 et du 08/02/2022.

Les matériaux utilisés sont des matériaux de démolition issus du démantèlement du site (superstructures et structures enterrées). Des analyses ont été réalisées et comparées aux valeurs du guide méthodologique CEREMA « Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière »

La DREAL note que l'utilisation de ce guide est inapproprié compte tenu de l'usage du site proposé à savoir un usage industriel. A ce stade il n'est pas possible de conclure à la comptabilité ou à l'incompatibilité de l'état du site avec un usage industriel, l'exploitant ayant utilisé un référentiel inadapté pour les matériaux régalez. A défaut de trouver un guide pour la réutilisation adapté, l'exploitant devra compléter son dossier par une caractérisation des déchets régalez et par une Analyse des Risques Résiduels pour un usage industriel.